

## Objectifs du développement durable (ODD)/Mise en œuvre des agendas 2030 de l'Onu et 2063 de l'UA

### Faire le point des progrès enregistrés au Gabon



Photo : Frédéric Serge Long

Le ministre délégué à l'Économie Hilaire Machima a présidé l'ouverture des travaux...



Photo : Frédéric Serge Long

...auxquels ont pris part Mme Hortense Nguema Okome, représentante de l'Union africaine...



Photo : Frédéric Serge Long

... M. Stephen Jackson, représentant-résident du système des Nations unies au Gabon...



Photo : Frédéric Serge Long

...et la participation de nombreux experts.

F.S.L.  
Libreville/Gabon

C'est l'objectif de l'atelier organisé hier à Libreville par le ministère de l'Économie, en partenariat avec le Pnud.

DANS le but de mieux évaluer l'implémentation des Objectifs du développement durable (ODD)

dans notre pays, et surtout d'apprécier le niveau d'appropriation des agendas 2030 de l'Organisation des Nations unies (Onu) et 2063 de l'Union africaine (UA), des groupes de travail inclusifs étaient en conclave hier matin à l'hôtel Radisson Blu de Libreville. En présidant l'ouverture des travaux, le ministre délégué à l'Économie, Hilaire Machima, s'est dit honoré de la tenue d'une

telle rencontre dans notre pays. Car, l'agenda 2030 cherche à renforcer la paix universelle dans une grande liberté et à établir des objectifs de développement durable en tant que plan d'action pour les peuples, la planète, ainsi que la prospérité. Le but de cette rencontre, où on notait la présence de la représentante de l'UA, Hortense Nguema Okome, du représentant-résident du système des

Nations unies au Gabon, Stephen Jackson, et du chargé de bureau par intérim du Programme des Nations unies pour le développement (Pnud), Célestin Tsassa, est de dresser le rapport des progrès déjà accomplis, de renforcer leur intégration au Plan stratégique Gabon émergent (PSGE) et au Plan de relance économique (PRE), et de procéder au lancement de l'élaboration du rapport

de l'examen national volontaire. Organisé par le ministère de l'Économie, en partenariat avec le Pnud, cet atelier a suscité des échanges fructueux et un dialogue nourri sur l'état de la mise en œuvre des ODD, ainsi que celle des 20 objectifs, 39 domaines et des 173 cibles de portée nationale définis dans le cadre de l'agenda 2063 pour la transformation de l'Afrique.

Les travaux d'hier ont permis de déboucher sur un cadre de résultat unique permettant de suivre aisément leur mise en œuvre dans ces différents agendas. Le processus ainsi lancé permettra à la République gabonaise de se préparer pour son examen national volontaire des ODD, et de prendre sa place dans le cadre du Forum politique de haut niveau.

## Contrat d'apprentissage jeunesse/SEEG, ONE et ministère de l'Emploi Une convention lie désormais les trois entités

AEE  
Libreville/Gabon

LE ministère de l'Emploi, représenté par son ministre, Nanette Longa, la Société d'énergie et d'eau du Gabon (SEEG) et l'Office national de l'emploi (ONE) ont procédé, mercredi dernier, au siège de la SEEG, à la signature d'une convention-cadre d'apprentissage jeunesse. En présence du ministre de l'Énergie, Emmanuel Norbert Tony Ondo Mba. Ce sont 26 jeunes qui vont être formés au Centre des métiers Jean Violas, dans les différents services de l'entreprise dans les branches électricité, eau et relation clientèle. Le but étant d'offrir



Photo : Abel Eyeghe

Les officiels et les stagiaires au terme de la cérémonie de signature du partenariat.

de véritables opportunités de formation dynamiques à ces jeunes. « La problématique de l'emploi dans sa dimension globale, mais surtout celle de l'emploi des jeunes, reste un

enjeu de taille et une préoccupation majeure pour la plupart des États, à l'échelle planétaire. Et le Gabon n'est pas en reste. La démarche ici démontre l'engagement des plus

hautes autorités et de l'entreprise citoyenne qu'est la SEEG», a indiqué la ministre de l'Emploi, Nanette Longa. Des propos appuyés par Bernard Gervais de

Souza, le DG de la SEEG, pour qui « depuis trois ans, l'entreprise est engagée sur la voie de l'apprentissage. Une démarche qui permet de faire émerger de nouveaux talents, avec

un double enjeu, celui de contribuer à former la jeunesse de notre pays et œuvrer au redressement de l'économie.» Cette convention tripartite est un signe de la vitalité du Partenariat public-privé avec divers secteurs d'activités, a reconnu le DG de l'ONE, Hans Landry Ivala. « Aujourd'hui, c'est plus de 1024 jeunes en poste, tous secteurs d'activités confondus. Plus de 2000 ont bénéficié de ce dispositif, 300 contrats reconvertis en CDD ou CDI. Le Contrat d'apprentissage jeunesse est le meilleur moyen d'intégrer les jeunes dans le monde du travail», a-t-il souligné.

## Secteur bancaire/BGFIBank/Cameroun

### Le Groupe entend y intensifier ses actions

MSM  
Libreville/Gabon

EN visite au Cameroun, le président du Groupe BGFIBank, Henri-Claude Oyima, a inscrit à son agenda plusieurs séances de travail avec les autorités camerounaises. Le 8 mai dernier à Yaoundé, il a été reçu par le Premier ministre camerounais, Joseph Dion Ngute. A cette occasion, Henri Claude Oyima, en

plus de présenter l'évolution des activités du Groupe BGFIBank en zone CEEAC, a exprimé à son hôte, l'ambition du Groupe BGFIBank, à travers sa filiale installée depuis 2011, de demeurer ce partenaire de référence dans le développement de l'économie camerounaise. « Cette visite intègre les relations de convivialité que nous entretenons avec les autorités des pays dans lesquels le Groupe BGFIBank est implanté. Avant toute



Photo : DR

chose, je tenais à féliciter le Premier ministre pour sa nomination en qualité de

Henri Claude Oyima et le Premier ministre camerounais, Joseph Dion Ngute.

chef du gouvernement camerounais. Nous lui souhaitons plein succès dans la mise en œuvre de son mandat. Je suis venu confirmer l'accompagnement du Groupe BGFIBank dans la réalisation des projets structurants et bénéfiques aux populations du Cameroun. Nous comptons intensifier notre engagement dans le financement des projets, et c'est d'ailleurs l'objet de cette rencontre.» a précisé Henri-Claude Oyima.